

LA LIBERTÉ OU LA SERVITUDE...

Amorcé en 1958 par l'instauration de la V^{ème} République, aggravé par la politique mise en œuvre en juin 1982 par le pétainiste François Mitterrand et ses hommes de main: Pierre Mauroy et les Ministres stalinien, aujourd'hui, le processus de liquidation de la démocratie touche à son terme. Les syndicalistes et les démocrates vont être confrontés à un choix redoutable:

- ou, comme certains en 1940, s'intégrer aux institutions néo-fascistes que Juppé et sa bande (avec le renfort des sociaux-chrétiens du P.S., Michel Rocard en tête) sont en train de mettre en place,
- ou refuser et, entrer dans une sorte de résistance avec tous les dangers que cela comporte!

Dans le *Figaro*, une dénommée Béatrice Taupin (ou la voix de son maître) note que le CNPF disposera dans les conseils d'administration de ce qui va rester de la Sécurité Sociale d'une «majorité colossale» et de nous signifier que:

«Georges Jollès, vice-président de la CNAM et chef de file des administrateurs patronaux dont l'influence sera déterminante dans les nouveaux conseils - ils auront 13 sièges sur 33 -, ne perd pas une occasion de rappeler que le CNPF exigera "un président désireux de mettre en oeuvre la réforme et de faire corps avec la majorité du conseil"».

Autrement dit, Jean-Claude Mallet, l'actuel Président de la CNAM ne pourrait conserver ses fonctions qu'à la condition d'être l'exécutant fidèle des décisions prises en commun par Alain Juppé et une fraction du CNPF; il ne devrait plus se considérer comme le mandataire de son organisation qui, comme le disait Robert Bothereau (1), «représente et défend les intérêts particuliers des travailleurs», mais comme le «subsidaire» d'une «majorité» manipulée par Matignon, lui-même, aux ordres du F.M.I. et des bureaucrates de Bruxelles.

Je suis de ceux qui, à leur niveau, ont œuvré à la recherche d'un compromis mais à l'impossible nul n'est tenu et force nous est de constater qu'aujourd'hui, en France, comme dans l'Italie de 1920 ou l'Allemagne de 1933, la classe ouvrière se trouve confrontée à une sorte de diktat qui ne laisse place à aucune sorte de compromis mais remet purement et simplement son existence en cause: *Être ou ne pas être?*

Comment pourrions-nous accepter de nous associer à ceux qui, aujourd'hui, n'hésitent pas à opposer le moyen-âge à la renaissance et aux «lumières». Autrement dit, quel républicain, quel démocrate pourrait accepter de s'intégrer aux institutions néo-corporatistes que les réactionnaires de tous poils (de Juppé à Rocard en passant par Notat et Martine Aubry) sont en train de mettre en place.

Enfin, notons, comme le fait Marc Blondel dans *F.O. HEBDO* du 12 avril, que le régime qui se donne volontiers une allure d'ordre moral fait, en réalité, la part belle aux affairistes qui servent sa politique comme le prouve l'exemple du distingué Monsieur Bouton, Président de *MG.France* (2).

Voilà ce que notre camarade Blondel rapporte: «D'aucuns comme le président de *MGFrance*, M.Bouton, qui soutient activement le plan Juppé depuis le début, se félicitent de cette ordonnance. Ce dernier a déclaré selon l'AFP: «nous sommes contents que F.O. ait été expulsée des conseils d'administration des caisses». Rien que ça! «Il faut dire que le même président de *MGFrance*, lors des rencontres *MEDSYN*1996, a demandé (cf. AFP) une «juppette» pour l'informatisation des cabinets médicaux. Dans son esprit, «il ne s'agit pas de conseiller les médecins», mais de leur «donner la possibilité de vérifier en temps réel l'état de leur activité et de leurs prescriptions. Qui pourrait faire cette commercialisation? Peut-être *MEDSYN*? Mais au fait qu'est-ce que *MEDSYN*? Selon l'AFP, une filiale de *MG France* créée en 1994. Il s'agit d'une société anonyme dont l'activité est «la mise en œuvre et la commercialisation de systèmes d'information dans le domaine de la santé». Le président de son conseil de surveillance est M.Bouton, et parmi ses membres on

(1) Premier Secrétaire général de la C.G.T.F.O.

(2) *MG France*: «syndicat» de médecins généralistes très lié au P.S. et à la C.F.D.T (+ la bande à Juppé).

trouve notamment une société holding hollandaise. Peut-être que M. Bouton espère que son soutien au plan Juppé l'autorise à revendiquer la juppette! On comprend ainsi peut-être mieux l'insistance à vouloir d'abord passer par le généraliste, alors que le CREDES estime que le surcoût serait de 5 milliards de francs. Jolie rente de situation en tout cas!».

Si on ajoute que dans le même numéro de F.O. HEBDO, on apprend que le fichage des «cas sociaux» est en cours: «*officiellement pour "combattre la fraude sur les prestations sociales", cinq départements ont développé un progiciel destiné à regrouper les informations collectées par les travailleurs sociaux sur des particuliers. Les promoteurs de ce produit entendent ainsi connecter les informations sociales, familiales, financières, médicales et psychologiques des administrés, c'est-à-dire constituer, à l'image du casier judiciaire, un "casier social"...*».

On est en droit de constater que nous sommes, d'ores et déjà, dans un autre type de société dans laquelle, notamment, les vieilles classifications mystificatrices du type «*droite gauche*» perdent définitivement toute signification.

Dans cette sorte de guerre civile que Juppé et sa bande préparent, tout un chacun sera nécessairement confronté à un choix individuel: *la liberté ou la servitude*.

L'ennui est que cette sorte de choix qu'on nous impose ne conduit pas nécessairement à des lendemains qui chantent!

Alexandre HÉBERT.

INTERVENTION DE MAÏTHÉ BOYADJIS AU CONGRÈS DU PARTI DES TRAVAILLEURS - les 30 et 31 mars 1996...

Camarades,

Les débats de notre Congrès montrent les difficultés auxquelles nous nous heurtons pour reconstruire une représentation politique de la classe ouvrière. Il est vrai, qu'aujourd'hui, les forces réactionnaires de gauche ou de droite tiennent le haut du pavé et nous proposent, comme modèle de société, un retour au moyen-âge. Pourtant, les événements de novembre-décembre 95 en France et le formidable écho qu'ils ont rencontré à l'étranger, prouvent, s'il en était besoin, que la lutte des classes demeure une réalité bien vivante.

Mais, pour autant, ces événements ne sauraient nous faire oublier la dure réalité: partout dans le monde et plus particulièrement en Europe, au nom de l'idéologie universaliste et du mondialisme, on assiste à une remise en cause de l'idée de nation, support et cadre de la démocratie bourgeoise et du développement des forces productives qui ont permis le développement de la civilisation et l'émergence du mouvement ouvrier qui devait, au nom de l'internationalisme, poursuivre et dépasser les progrès de la civilisation effectués dans le cadre des états nationaux.

Or, répétons-le, aujourd'hui, nous n'assistons pas à un dépassement, mais à une régression et, par exemple, certains de nos mots d'ordre comme l'anti-racisme ou l'anti-xénophobie, devenus des idéologies, servent d'alibi à un système permettant la libre exploitation d'un prolétariat mondial totalement désarmé. Dans ces conditions, il semble logique que nous nous interroguions sur les conditions réelles de reconstruction du mouvement ouvrier.

Vous ne serez pas surpris si, en tant qu'anarcho-syndicaliste, je constate qu'alors que les partis dits ouvriers, je songe notamment au P.S. et au P.C.F., soient devenus des appareils anti-ouvriers et anti-démocratiques au service de l'ordre totalitaire mondial, la seule représentation politique de la classe ouvrière qui ait, tant bien que mal, survécu soit le mouvement syndical dans lequel les travailleurs et les militants tendent,

aujourd'hui, à se reconnaître. Peut-être la réponse se trouve-t-elle dans l'indépendance à l'égard de l'État que postule l'existence même des syndicats.

Quoiqu'il en soit, et, nous le savons bien, sans démocratie, c'est-à-dire sans la «*reconnaissance de la lutte des classes*», l'existence des syndicats est, elle aussi, menacée. Voilà ce qui, entre autres et à nos yeux, légitime le mot d'ordre d'*Assemblée constituante* mis en avant par le *Parti des travailleurs*. Il nous faut donc, et quelles que soient les difficultés, poursuivre notre effort de reconstruction d'une véritable représentation politique de la classe ouvrière.

Les anarcho-syndicalistes en sont, eux aussi, pleinement convaincus. Mais ils savent, également, que nous ne sommes plus au début du 20^{ème} siècle au temps de la démocratie bourgeoise triomphante et qu'il est vain d'espérer reconstruire une sorte de parti à l'image de celui de Jules Guesde, fondé sur des illusions électoralistes qui ont, finalement abouti, à livrer la vieille S.F.I.O. au pétainiste François Mitterrand.

Il nous semble également nécessaire de réfléchir à la pertinence de tel ou tel mot d'ordre utile à un moment de notre histoire, mais, nous le savons bien, tout peut aussi bien se transformer en son contraire. Nous le savons tous, l'unité du prolétariat est une nécessité! Cela doit-il nous interdire de réfléchir à ce que recouvre, aujourd'hui, des mots d'ordre tels que: *Unité, Unité organique* ou *Unité d'action*... Non, bien sûr.

Alors, camarades, réfléchissons ensemble et essayons dans le cadre de la démocratie ouvrière de débattre en dehors de tout schéma préconçu des voies et moyens d'assurer la survie et le développement d'un mouvement ouvrier structuré politiquement et syndicalement et ainsi contribuer à sauvegarder et développer la civilisation humaine et éviter le retour à la barbarie moyenâgeuse que certains ont, aujourd'hui, le front de nous proposer.

DE ÇI - DE LÀ, CAHIN-CAHA...

La trahison des clercs

«*Les Gaullistes sont des européens*», a assuré Alain Juppé, samedi 23 mars, devant le Conseil National du R.P.R.

Voilà une affirmation péremptoire. Il est vrai que le principal intéressé, le Général, lui-même, n'est plus là pour démentir et «*conseiller*» à Juppé de «*ne pas sauter comme un cabri*».

Cela étant, les réactions auxquelles donnent lieu les révisions déchirantes auxquelles se livrent les «*néo-gaullistes*» ne sont pas sans intérêt à observer. C'est ainsi que Michel Barnier, pour l'instant, «*Ministre délégué aux Affaires Européennes*», déclare froidement:

«*Le dernier débat sur l'Europe (en 1992) avait laissé des traces, a-t-il rappelé. Nous n'étions pas obligés à l'unanimité. Nous ne le sommes pas davantage aujourd'hui, si ce n'est que le fait que nous soyons redevenus un parti de gouvernement nous oblige à certaines responsabilités*».

Quant à Charles Pasqua qui, lui, n'est plus Ministre, mais aspire à le redevenir, croit devoir constater que: «*l'Europe qui se dessine jusqu'ici n'est pas celle dont nous rêvions*».

Il est vrai aussi que Nicole Catala, Député de Paris a prévenu: «*Je ne suis pas décidée à ratifier un traité qui ne ferait pas une référence explicite au rôle des Parlements nationaux*».

Mais voilà que réapparaît le très chrétien Maurice Schuman qui craint la menace d'un retour du «*supra-nationalisme*».

En clair, le clan gaulliste semble se déchirer entre «*gallicans*» et «*ultra-montains*»... Mais dès lors que Chirac lui-même se déplace à Rome pour faire allégeance au Pape et souhaiter que la «*France redevienne la fille aînée de l'Église*», on peut imaginer que ceux qui, au R.P.R., se font encore «*une certaine idée de la France*» l'aient finalement que peu de chance de l'emporter!

Qui sème le vent récolte la tempête!

Le Monde nous apprend que le sermon du curé de l'Église St Ambroise a été interrompu par un énergumène qui, avec quelques autres, proclamait: «*Église-police, même combat; cette Église n'a pas le droit de représenter le Christ!*».

A dire vrai, pour des anarchistes, des vrais que nous nous efforçons d'être «*Église-police même com-*

bat», n'est pas à proprement parler une découverte, mais la formule s'applique au moins autant aux «*curés de gauche*» néofascistes qu'aux «*curés de droite*» qui chantent la messe en latin.

Liberté, Égalité, Fraternité!

Pendant ce temps, on apprend également qu'à la Préfecture de l'Ain, la devise républicaine «*Liberté, Égalité, Fraternité*» avait disparu des papiers officiels.

Voilà qui devrait faire plaisir à Aaron Lustiger qui se reconnaît comme un homme du moyen-âge.

Renault et le «*franc fort*»

La politique du franc fort que nous devons à Pierre Mauroy et Jacques Delors qui, en juin 1982, ont purement «*suspendu*» l'application des conventions et accords signés entre les syndicats et le patronat n'a pas fini de faire des dégâts. Dans un placard publicitaire, Renault explique ses «*mauvais résultats*» de la façon suivante:

«Le résultat d'exploitation du Groupe s'élève en 1995 à 1.259 millions de francs contre 2.317 millions en 1994. Cette évolution s'explique essentiellement par le résultat négatif de la Branche automobile pénalisé notamment par la baisse des volumes et l'incidence des évolutions des parités monétaires (lire italienne et livre sterling en particulier)».

Et, vive l'Europe Vaticane!

Haro sur la protection sociale

Michel Rocard, toute honte bue, fait ses offres de service à Alain Juppé:

«Michel Rocard, sénateur (P.S.) des Yvelines et député européen, a expliqué dimanche 24 mars à "7 sur 7", sur T.F.1, son plan de réduction du temps de travail, qu'il exposera, dans quelques jours, au Premier Ministre, Alain Juppé. M.Rocard, qui exclut toute réduction de salaire au-dessous de "deux ou trois SMIC" propose de "baisser fortement" les cotisations payées par les entreprises (entre 25 et 30 francs, aujourd'hui par heure travaillée) en dessous de trente deux heures (sept francs) et "d'augmenter beaucoup" (une trentaine de francs), celles qui taxent les heures qui se situent au-dessus de ce seuil».

Outre le jésuitisme du personnage qui tente de nous faire croire que les patrons pourraient maintenir le salaire direct avec des horaires se situant au-dessous de 32h, la proposition de M.BIG BANG revient à proposer ni plus ni moins qu'une diminution des cotisations sociales, autrement dit du «*salaire différé*» et ainsi aggraver les difficultés de notre système de protection sociale.

Notat-Rocard même combat. Si ces deux là ne finissent pas Ministres de Juppé... c'est qu'il n'y a plus de JUSTICE!

Alexandre HÉBERT.

JACQUES PROZAC ⁽¹⁾ ET LE MEILLEUR DES MONDES...

Qu'on s'explique!... Il n'est plus question de critiquer négativement le gouvernement ni le chef de ce qui reste d'État, parce qu'ils incarnent tout ce que souhaitent les Français. Ils représentent ce que veulent au fond le plus grand nombre, ils sont la figure emblématique des grandes «*ambitions*» consensuelles des veaux gaulliens, des révolutionnaires en peau de lapin et des moutons de Panurge.

On vit dans le meilleur des mondes possibles et dans ce schéma idyllique, Jacques PROZAC est le meilleur Président.

A qui, en effet, pourrait-il déplaire? Pas aux socialistes n'est-ce pas! Si on en juge par la cour effrénée que le grand vizir du président fait à la bande à Jospin. Il est vrai qu'il en a besoin pour ses fumeux projets d'appauvrissement général et... réciproquement.

(1) PROZAC: Antidépresseur connu délivré à coup d'ordonnances et dont les français, semble-t-il, font un usage abusif.

Pas aux communistes! Au demeurant, il n'y a plus de communistes, mais ceux qui se parent encore de leurs oripeaux sont ravis du président PROZAC - le marchand de sable - qui faisait des calligraphes avec eux, dans le temps, du côté de Stockholm.

Pas aux républicains non plus! N'a-t-il pas autour du vocable galvaudé «*République*» créé une manière de rassemblement?

Pas aux monarchistes! auprès desquels sa façon «*calinothérapeute*» comme dirait le «*Canard Enchaîné*» ne saurait offusquer.

Pas aux commerçants, artisans, représentants placiers, épiciers, B.O.F., qui remplissent les urnes de son nom, à chaque élection, constituant de la sorte, les troupes d'assaut des 20% de voix qui l'ont fait élire.

Pas même aux Chinois, conquis par le charme de l'ami des Russes, ni non plus aux citoyens des pays du Moyen-Orient, et encore moins aux Corses, qui, après 4 coups d'escopette, et deux salves de tromblon, ont obtenu une zone franche pour leur belle province...

On pourrait objecter que les héritiers du régime de Vichy - eux - ne sont pas d'accord avec le Président de tous les Français. Erreur, on ne peut plus funeste! La politique corporatiste assénée depuis plusieurs mois, et en voie de développement, prouve, s'il en était besoin, que les «*vichystes*» sont satisfaits du meilleur Président possible dans le meilleur des mondes politiques.

Alors, que personne ne critique plus jamais le Président PROZAC, force montante de l'hypnose, prince de l'émollient, roi du somnifère. «*Dormez, je le veux!*», et surtout dormez en paix! On s'occupe de tout, et c'est pas d'hier.

Ça fait 15 ans qu'on s'occupe de tout. Il n'y a pas de raison pour que ça s'arrête. Pas de raison de ne pas achever le beau projet maastrichien de la Trilatérale et de Rockefeller, d'autant que tout le monde est d'accord.

Pour arrêter ça, bien sûr, il en faudrait des volontés, des refus, des résistants, des rognés et des haines ...

«*Peuple, il te faudrait couper 270.000 têtes!*».

Mais - pour citer les Gaulois, qui, à leur façon, se méfiaient déjà du bonheur romain - et mondial - ça n'est pas demain la veille.

Joël BONNEMAISON.

LE MONDE «TROTSKISTE»...

Décidément, le vieil adage se vérifie: «*On est toujours le trotskiste de quelqu'un*». Le *Monde Diplomatique* du 2 avril 1996 reproduit un article de *Wall Street Europe* qui débute de la façon suivante:

«*Vous auriez été en droit de penser que vous lisiez une feuille trotskiste éphémère distribuée à un coin de rue par un homme à la coupe de cheveux incertaine, et d'assez méchante humeur: «par leur formidable révolte sociale de décembre 1995, les Français ont collectivement, pour la première fois, exprimé leur refus d'un modèle de société fondé sur l'économisme, le libéralisme intégral, le totalitarisme des marchés et la tyrannie de la mondialisation.*

Mais cette citation, qui analyse l'agitation de décembre en France, provient des pages augustes du Monde Diplomatique, le supplément international, et qui fait autorité, du quotidien français de référence. Titrée: "La grande révolte française contre l'Europe libérale", l'édition de janvier consacre, outre sa première et sa dernière page, huit pages entières - quinze articles - à l'expression de sentiments pareillement anticapitalistes».

On remarquera la façon dont son auteur, un certain John Laughland, maître de conférences à l'*Institut d'études politiques de Paris* puis consultant politique à Bruxelles, décrit les «*trotskistes*», ses propos devraient, normalement, tomber sous le coup de la législation antiraciste!

Cela étant, on comprend l'amertume des pieux rédacteurs du *Monde*, qui se voient rangés ,au choix, dans la catégorie des «*hérétiques, exécrables et blasphématoires*» ou dans celle non moins recommandable des «*vipères lubriques et autres pourceaux visqueux*».

Dans ces pénibles circonstances, nous ne pouvons que nous montrer compatissants vis-à-vis de ces innocentes victimes de la campagne antitrotskiste. Nous, qui avons l'habitude de ce genre de campagne et que, de surcroît, cela n'a jamais empêché de dormir, nous ne pouvons que leur souhaiter bon courage face aux hommes des sections d'assaut de «*Wall Street*» et, afin de leur prouver notre solidarité, nous ne manquerons pas, dans la prochaine livraison de l'anarcho-syndicaliste, d'analyser un excellent article paru dans *Le Monde* du 18 avril qui, aux yeux des intégristes européens et, par ailleurs, agents de «*Wall Street*», devrait, effectivement sentir le soufre.

Alexandre HÉBERT.

«*L'ANARCHO-SYNDICALISTE*»
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.
Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP Nantes n°515-14 C
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication: Alexandre HÉBERT.
